

Rapport sur l'extrême droite présenté par Alain Pruvot Président de la Fédération du Pas-de-Calais

La société française en crise est aujourd'hui confrontée à toute une série de défis dont celui de la montée de l'extrême droite. Cette dernière met en œuvre plusieurs stratégies : celle de l'entrisme dans nombre d'associations, celle, développée par Marine Le Pen, qui consiste à s'enraciner institutionnellement en offrant un visage plus « présentable » mais sans rien céder sur le fond et celle qui voit se développer sur le terrain des petits groupes néofascistes radicaux et virulents, bras armés de la contre-révolution.

L'Histoire est là pour témoigner des méfaits de l'extrême droite mais il faut aussi s'interroger sur les raisons profondes de la montée du vote FN, notamment dans notre région, traditionnellement terre d'accueil et de brassage de populations, terre ouvrière, souvent à l'avant-garde de grandes conquêtes émancipatrices. Rappel historique et interrogation sur les causes du phénomène semblent indispensables pour amorcer une réflexion visant à définir des modalités d'action permettant de répondre à ce terrible défi lancé à tous les démocrates républicains, hommes et femmes de progrès.

Bref rappel historique

L'extrême droite n'est pas un épiphénomène passager dans la vie de notre pays. Cette nébuleuse, constituée de courants divers, s'inscrit dans une vieille tradition française, datant de l'époque de la Révolution de 1789. Refusant d'admettre les principes républicains et la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, elle se montre particulièrement virulente au moment de l'Affaire Dreyfus avec Charles Maurras et l'Action Française et s'oppose à la laïcisation de la société.

Elle connaît une brutale accélération avec la crise de 1929, les ligues de 1934 et, dans un contexte marqué par une flambée de l'extrême droite en Europe avec le nazisme, le fascisme, le franquisme, le salazarisme et le rexisme, on voit prospérer des mouvements tels la Cagoule, le PPF (Parti Populaire Français) de Jacques Doriot, le RNP (Rassemblement national populaire) de Marcel Déat, toutes ces forces se retrouvant au sein du Régime de Vichy avec Pétain et la tristement célèbre Milice de Joseph Darnand.

Discréditée et défaite après la Seconde Guerre mondiale, l'extrême droite ne réussit plus guère à s'imposer malgré l'activisme de l'OOSS, le mouvement poujadiste, les interventions du GUD en milieu étudiant et les menées provocatrices de Jean-Marie Le Pen qui édite des chants nazis, s'affiche en compagnie d'anciens responsables de la Waffen-SS et considère les fours crématoires et les camps d'extermination comme un « détail de l'histoire ». Des organisations comme Occident ou Ordre nouveau restent groupusculaires, même si elles font preuve d'une réelle nocivité et d'un activisme certain.

En revanche, des mouvements de pensée comme le Club de l'Horloge ou le GRECE (Groupement de Recherche et d'Études pour la Civilisation Européenne) commencent à influencer largement certains milieux intellectuels, judiciaires et parlementaires. C'est finalement dans les années 80 que l'extrême droite refait véritablement surface sous la houlette de Jean-Marie Le Pen qui parvient à faire du Front National une organisation structurée et fortement médiatisée.

Le FN, un parti comme les autres ?

Même si, selon une enquête d'opinion, une (courte) majorité de Français considèrent désormais que le FN est un parti comme les autres, il importe de rappeler avec force que « la préférence nationale », systématiquement mise en avant par le FN – rebaptisée « priorité nationale » dans le programme présidentiel de la candidate Marine Le Pen, est discriminatoire et va donc à l'encontre de nos

principes constitutionnels, la Constitution de la République incluant dans son préambule la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Il importe aussi de rappeler que des majorités de circonstance ne sauraient remettre en cause notre socle républicain et les bases de notre démocratie, pas plus qu'on ne peut se prévaloir de la liberté d'opinion et d'expression pour s'attaquer à tous les autres droits inscrits dans la Déclaration Universelle, comme le stipule le dernier article de la DUDH.

Dans une déclaration commune, les principaux syndicats de la région ont réaffirmé, très justement, que le F.N. n'est pas un parti comme les autres : l'exclusion, le rejet de l'Autre, le repli de la France sur elle-même, la fermeture des frontières, la désignation de boucs émissaires, la dénonciation de l'immigration comme responsable de tous les maux sont des attitudes qui, l'histoire en témoigne, ne peuvent conduire qu'au pire. Et il est vrai qu'aucun régime politique d'extrême droite n'a jamais été porteur d'un quelconque progrès pour les citoyens du pays concerné, encore moins pour l'humanité entière. Au contraire, tous ces régimes ont abouti à de véritables catastrophes.

En rompant avec le principe d'égalité des citoyens devant la loi, le FN prône une orientation lourde de menaces pour l'avenir de notre démocratie.

La progression de l'extrême droite : tenter de comprendre

Dans notre région, le FN a réalisé une percée dans l'ex-bassin minier, notamment dans le secteur d'Hénin-Beaumont, mais pas seulement, puisqu'il est aussi très présent dans certains secteurs ruraux de l'Artois, dans le Calaisis ou en Flandre. Même si, lors des élections cantonales, tous les candidats du FN ont été battus, y compris à Montigny-en-Gohelle où Steeve Briois (récemment promu secrétaire national du mouvement) n'a pu atteindre son objectif, on a enregistré dans certains quartiers d'Hénin-Beaumont des scores dépassant 50%. Comment en est-on arrivé là ?

Sans doute, le terreau est-il on ne peut plus favorable dans une région plusieurs fois sinistrée économiquement avec la récession minière et la crise industrielle liée à la mondialisation et aux délocalisations qui ont provoqué une cascade de fermetures d'entreprises et une vague énorme de licenciements (Metaleurop, Samsonite, Energyplast...). Une région socialement déjà très défavorisée avec une population fortement précarisée qui se sent déclassée, abandonnée par tous les élus et les élites, une population qui se laisse d'autant plus facilement piéger par le discours démagogique du FN qu'elle recherche les responsables à la crise que le F.N. lui livre en la personne des étrangers, véritables boucs émissaires. S'ajoute à cela le fait que le parti frontiste a lissé complètement des aspects de son discours, en allant même jusqu'à dénoncer la mondialisation, s'afficher comme défenseur de la laïcité et affirmer sa volonté de prendre en charge le sort des ouvriers, tout comme l'avaient fait, dans les années 30, le parti nazi allemand (NSDAP) ou, en France, les fascistes du RNP, parti qui se revendiquait antisémite et fasciste.

Il faut également déplorer que les partis ouvriers traditionnels n'aient pas démontré – c'est le moins qu'on puisse dire – leur capacité à défendre les intérêts du monde ouvrier ; au mieux ont-ils accompagné manifestations et protestations syndicales.

On peut parfaitement comprendre le désespoir, les désillusions, le mécontentement, la colère profonde voire la révolte de tous ceux qui ont le sentiment d'avoir été trahis par les hommes politiques de tous bords, ceux de la majorité présidentielle, certes, mais aussi ceux de l'opposition socialiste, tous dénoncés par le FN sous l'appellation « UMPS », visant à accréditer l'idée de la collusion de ces partis et leur communion dans la pensée unique. Cela dit, les ravages du « lepénisme » sont profonds au sein de la société française et vont bien au-delà des frontières du seul FN. Il y a d'autant plus lieu de s'en alarmer que les liens entre droite nationale et extrême droite sont déjà anciens, comme le prouve la présence au sein même du Gouvernement - ou dans l'entourage du Président de la République - d'anciens membres d'organisations d'extrême droite. On ne peut oublier non plus les propos tenus par Jacques Chirac sur « les odeurs » même s'il est vrai aussi qu'il est le premier Président de la République à avoir reconnu officiellement la responsabilité de l'État français (le Gouvernement de Vichy) dans la politique de

collaboration avec le régime nazi. Et il est vrai aussi que les gaullistes « historiques » ont toujours combattu les pétainistes et les mouvements d'extrême droite.

À gauche, la gestion de certains élus, parfois empêtrée dans l'affairisme voire la corruption, a largement contribué à ouvrir grand la voie au FN qui, de surcroît, s'est permis le luxe de se poser en chevalier blanc et d'engager des campagnes « mains propres », oublieux des irrégularités, trafics et autres malversations dans lesquels sont impliqués nombre d'élus d'extrême droite, par exemple dans les municipalités du sud de la France.

Il faut aussi déplorer l'attitude de la justice, notamment par rapport à ce qu'on appelle aujourd'hui l'affaire Dalongeville : arrêté en avril 2009, l'ancien maire d'Hénin-Beaumont n'a toujours pas été jugé, pas plus que les autres personnes de son entourage directement incriminées, ce qui permet à Steeve Briois d'affirmer qu'il a été le premier à tirer la sonnette d'alarme, ce qui permet aussi d'entretenir une confusion très préjudiciable et empêche les forces démocratiques de se positionner clairement par rapport à cette question, respectueuses qu'elles doivent être de la présomption d'innocence ! Il est vrai que nos concitoyens ont conscience d'avoir été abusés par certains politiques mais allons nous, sous ce prétexte, accepter de l'être plus encore par ceux qui sont les héritiers directs du fascisme ? Ceux-là même qui travestissent la réalité et dissimulent leurs véritables intentions sous un fallacieux langage ouvriériste et pseudo social, masquant ainsi la dimension ultra libérale de leurs orientations véritables, ceux-là même qui recourent massivement à la démagogie visant à dresser le « peuple » contre les « élites corrompues ».

À tout cela s'ajoutent les divisions criantes au sein même du principal parti d'opposition, le Parti Socialiste, l'absence récurrente d'une section socialiste clairement identifiée dans la ville même d'Hénin-Beaumont et la non-validation d'un candidat par le P.S. pour les prochaines élections législatives : une situation dont les habitants disent eux-mêmes qu'elle fait, à l'évidence, le jeu de Marine Le Pen.

On ne peut non plus ignorer ou banaliser l'impact de tous les messages racistes, islamophobes, antisémites, insultants contre les Roms qui circulent sur le Net, fleurissent sur certains blogs ou sont relayés par mails.

Pour autant, on ne dénoncera jamais avec assez de sévérité la politique du Gouvernement Sarkozy : ce dernier a brisé le tabou qui faisait jusqu'alors du FN un parti pas comme les autres. Par ses propos xénophobes, ses attaques contre les Roms, la politique menée à l'égard des migrants et des étrangers de façon générale, le Président de la République a rompu avec la tradition républicaine et a rendu encore plus poreuse la frontière entre la droite traditionnelle et l'extrême droite, d'autant que celle-ci cherche à se muer en parti de droite nationaliste aspirant à gouverner sur le modèle de l'alliance nationale en Italie, prélude à la constitution d'un bloc politique ultraréactionnaire entre une UMP « droitisée à l'extrême » et un FN « dédiabolisé ».

Il faut rappeler, par exemple, que, dans la région, ce sont des militants d'extrême droite qui s'en sont pris à plusieurs reprises aux installations de douches offertes aux migrants dans le secteur de Bailleul.

Il faut savoir que les élus FN n'ont cessé d'appeler à voter contre l'attribution de subventions aux associations qui viennent en aide aux étrangers, que ce soit au niveau des municipalités ou au Conseil Régional, et que, tout récemment, l'UMP a réservé un accueil enthousiaste aux suggestions d'Éric Zemmour de supprimer les subventions aux associations antiracistes : belle convergence !

En maintes circonstances, l'extrême droite a montré ce dont elle était capable, par exemple en insultant des démocrates, en intentant systématiquement des procès à l'encontre de ses opposants ou en purgeant les bibliothèques de certains ouvrages humanistes et progressistes dans les municipalités qui étaient passées sous son contrôle. S'agissant des droits des femmes, le FN accédant au pouvoir reviendrait à l'évidence sur toutes les avancées et les progrès des 40 dernières années comme le prouvent les manifestations anti-avortement toujours à l'initiative de groupes largement influencés, voire téléguidés, par l'extrême droite.

Il ne faut pas perdre de vue non plus le contexte européen actuel où l'on voit se développer tout à la fois les mouvements xénophobes, antieuropéens, ultranationalistes et néofascistes qui se veulent partis de gouvernement, comme le FPÖ en Autriche, l'UDC en Suisse, le Parti de la liberté aux Pays-Bas ou le Vlaams Blok, devenu Vlaams Belang, en Belgique - quand ils ne sont pas déjà au pouvoir comme

en Hongrie – ou les groupes identitaires radicaux comme en Flandre ou sur le territoire de l'ancienne Allemagne de l'Est, par exemple.

Face au péril, l'heure est au rassemblement et au sursaut de tous les démocrates. Compte tenu des précédents historiques, nous n'aurions aucune excuse à faire preuve de la moindre complaisance envers ces nouveaux avatars de la peste brune.

La résistible ascension de l'extrême droite ou quelle stratégie pour assurer sa défaite

Pour tous les démocrates, dans un contexte d'approfondissement de la crise économique, il est capital de définir la meilleure stratégie face à la progression de l'extrême droite dans notre région. Bénéficiant d'un battage médiatique indécent, Marine Le Pen se sert de la misère des gens et de la situation d'Hénin-Beaumont comme d'un tremplin pour conquérir le pouvoir au niveau national.

Jusqu'à présent, le FN a toujours pu être mis en échec lors des consultations électorales, même dans le secteur d'Hénin-Beaumont où il a encore été battu pour la 4^{ème} fois consécutive : aux législatives, lors des deux élections municipales et aux dernières cantonales, malgré un climat de division politique particulièrement détestable.

Cela a été rendu possible notamment grâce à l'appel lancé par la LDH à faire barrage à l'extrême droite par la constitution d'un front républicain. Dès lors, Mme Le Pen peut bien ironiser sur la prétendue ringardise du procédé, ce sursaut républicain a, jusqu'alors, permis d'éviter le pire scénario. Mais cela ne suffit plus.

Il nous faut inlassablement réexpliquer en quoi le FN, qui a été délibérément et durablement installé dans le paysage politique, mine de l'intérieur les bases de notre démocratie en se servant de la liberté d'expression pour mieux s'attaquer à nos droits et libertés fondamentaux. Car c'est en cela tout particulièrement qu'il est dangereux, d'autant qu'il avance masqué : ses voltes faces en matière de programme économique par exemple montrent bien qu'on ne peut accorder le moindre crédit à ses promesses électorales.

La situation à Hénin-Beaumont aujourd'hui est extrêmement inquiétante car la division fait des ravages dans le camp des forces démocratiques : tout est prétexte à querelles et on en arrive à une exacerbation telle qu'elle engendre le rejet de toute entente. Dans ce contexte désespérant, puisqu'on sait que seule l'union est de nature à empêcher le FN de gagner, il est tout de même réconfortant de constater que ce sont des personnalités du monde politique héninois qui sont venus chercher la LDH pour être modérateur, sur la base de son indépendance, dans le cadre d'une tentative de rapprochement avec en perspective une reconstruction de l'union des forces de progrès. Ces mêmes personnalités ont ensuite confié à la LDH la charge de coordonner les initiatives. Confrontée au refus de la majorité municipale de s'asseoir à la même table que ses détracteurs, alors qu'elle affirme aussi son attachement aux valeurs de la République, la section héninoise de la LDH a souhaité entreprendre une démarche spécifique et a proposé une rencontre bilatérale avec cette majorité municipale, seul espoir de réunir un jour tous les protagonistes pour un même combat. Si la tâche paraît particulièrement ardue, il n'est pas d'autre solution que de se battre pour offrir aux Héninois, et au-delà, une alternative démocratique claire et fiable face au FN. Pour l'heure, la LDH garde une forte crédibilité pour fixer le cap et maintenir le dialogue avec toutes les composantes républicaines de la vie politique héninoise et elle a déjà enregistré de nombreux soutiens et encouragements pour cet engagement.

Au-delà du cas emblématique d'Hénin-Beaumont, c'est aujourd'hui au niveau régional et national que tous les élus doivent prendre leurs responsabilités : il en va de la survie de notre démocratie.

Outre son positionnement par rapport au FN, la vigilance de la LDH dans la région Nord-Pas-de-Calais s'est également manifestée à l'égard d'autres composantes de l'extrême droite. Consciente du développement inquiétant des manifestations de petits groupes, certes ultra-minoritaires, mais extrêmement actifs, la LDH a multiplié les initiatives.

Cela a pris notamment la forme d'une riposte antifasciste à la manifestation organisée à Lille le 8 octobre par des groupes identitaires, xénophobes, ultranationalistes et néonazis particulièrement radicaux

dans leurs discours et violents dans leurs pratiques. La LDH a protesté avec vigueur contre cette manifestation très provocatrice et en a même demandé l'interdiction à la Préfecture. Elle a aussi exigé la fermeture de la Maison flamande de Lambersart où le mouvement de jeunesse Opstaan est particulièrement actif.

La Fédération du Pas-de-Calais avait, elle, publié un communiqué protestant contre la manifestation lancée par les identitaires de la Maison de l'Artois au Monument des Mineurs à Auchel le 23 septembre 2011, manifestation qui a finalement été annulée par ses organisateurs. Elle a aussi apporté son soutien à David Noël, secrétaire de la section héninoise du Parti communiste qui est assigné en justice par Steeve Briois et Marine le Pen qui lui réclament chacun 13000 euros sous prétexte de diffamation !

Dans le Pas-de-Calais également, la LDH qui avait déjà à plusieurs reprises protesté contre la profanation de tombes musulmanes au Cimetière national de Lorette, est intervenue auprès du Procureur de la République en faveur d'un jeune Maghrébin victime de harcèlement et de menaces de mort émanant d'un groupe de skins néonazis. Il est pour le moins regrettable que la justice ait classé l'affaire au prétexte que l'agresseur principal avait déjà fait l'objet d'une sanction de la part d'une autre administration, en l'occurrence le lycée où il était scolarisé.

L'Éducation nationale, à l'initiative de l'Inspecteur d'Académie du Pas-de-Calais a publié au printemps 2010 deux circulaires relatives à la prévention des comportements racistes et xénophobes et elle avait invité la LDH à une réunion départementale avec le service social. Suite à cette rencontre, l'Inspection Académique a souhaité la participation de la LDH dans trois forums « citoyenneté » organisés en mars 2011 pour les collégiens et les lycéens. À chaque fois, les ligueurs ont enregistré des témoignages très inquiétants sur le climat qui règne dans certaines classes et sur le développement des idées et des pratiques néonazies. C'est ainsi également que la LDH a été amenée à effectuer plusieurs interventions en milieu scolaire, notamment au lycée Voltaire à Wingles ou au collège de Courcelles-les-Lens. La LDH a aussi été amenée à traiter de cette question au cours des stages alternatifs de citoyenneté organisés par la PJJ à l'intention de mineurs placés sous le coup d'une peine.

Conclusion

Nous sommes face à une situation très inquiétante où l'on constate tout à la fois l'enracinement du vote d'extrême-droite et l'activisme de groupes minoritaires virulents. Cette situation doit être évaluée lucidement à la lueur de la crise économique et en tirant les leçons du passé : la référence aux années 30 et 40 s'impose à l'évidence.

La vigilance de la LDH ne doit pas se relâcher car il ne faut pas sous-estimer les capacités du FN qui bénéficie de puissants relais médiatiques et juridiques, voire de certains milieux très fortunés. Il faut aussi prendre en considération le fait que l'appareil, très bien conseillé, a une remarquable capacité à s'adapter très rapidement en termes de propagande, voire à infléchir notablement son discours.

Il nous faut continuer à dénoncer avec force certaines déclarations ministérielles et présidentielles qui par leur radicalité à l'égard des Roms et des étrangers par exemple viennent apporter une caution au discours du Front national qu'elles légitiment ainsi. Même s'il s'agit de calculs politiques, visant à récupérer les voix FN, chacun sait que l'électorat préfère toujours l'original à la copie et qu'il est tenté, en désespoir de cause, « d'essayer ce qui n'a encore jamais été essayé » !

Si l'on veut éviter la réédition d'un certain 21 avril, il faut interpeller les politiques afin qu'ils se positionnent par rapport à l'attente de nos concitoyens mécontents : quelles réponses alternatives précises et crédibles ont-ils à fournir en matière d'emploi, de santé, de logement et de laïcité aux populations qui sont en grande souffrance ?

Il nous faut donc élaborer un matériel de diffusion qui soit particulièrement accessible, rédigé de manière simple afin de mettre en garde les électeurs face au FN car ce sont bien les orientations du FN qu'il faut combattre et non les électeurs : il ne faut pas les diaboliser mais les responsabiliser en les éclairant.

Rapport adopté à l'unanimité